



SOUS STRICT EMBARGO
JUSQU'À 7H00 GMT
2 OCTOBRE 2019

Lauréat 2019 de la distinction Nansen pour les réfugiés

BIOGRAPHIE

Azizbek Ashurov

Avocat défenseur des droits humains et directeur exécutif de l'ONG Avocats sans Frontières de la Vallée de Ferghana (FVLWB) au Kirghizistan, Azizbek Ashurov est le lauréat 2019 de la distinction Nansen du HCR pour les réfugiés.



Azizbek Ashurov, 38 ans, est le lauréat 2019 de la distinction Nansen du HCR pour les réfugiés.



En tant que spécialiste dans le domaine du droit de la nationalité, Azizbek Ashurov a passé les seize dernières années à aider des personnes à obtenir la nationalité kirghize dans et autour de la région de la vallée de Ferghana au Kirghizistan et il est largement reconnu comme ayant contribué à ce que son pays soit le premier au monde à avoir mis fin à l'apatridie en 2019.

Sous contrôle soviétique, alors qu'aucune frontière intérieure n'existait, les habitants se déplaçaient facilement dans toute l'Asie centrale, obtenaient un permis de séjour, se mariaient et s'installaient librement. Après la dissolution de l'URSS en 1991 et la formation de nouveaux États, beaucoup se sont retrouvés bloqués à l'intérieur des frontières de pays nouvellement établis, alors titulaires passeports soviétiques devenus souvent invalides et sans aucun moyen de prouver leur lieu de naissance. Cela a engendré des centaines de milliers de personnes apatrides dans toute la région, notamment au Kirghizistan.

Motivé par les difficultés rencontrées par sa propre famille pour acquérir la nationalité à leur arrivée en provenance d'Ouzbékistan au lendemain de la dissolution de l'URSS,

Azizbek Ashurov a contribué à la création de FVLWB en 2003 pour offrir des prestations gratuites d'aide juridique à des groupes vulnérables de personnes déplacées, d'apatrides et de sans-papiers dans le sud du Kirghizistan.

« Notre principale technique consistait à travailler avec le gouvernement. Nous sommes de petits guerriers mais, derrière nous, il y avait un gros tank. »

La partie kirghize de la vallée de Ferghana — une région d'Asie centrale densément peuplée ayant des frontières communes avec l'Ouzbékistan et le Tadjikistan — était fortement touchée par l'apatridie. Alors qu'un nombre accru d'habitants contactaient FVLWB pour obtenir une aide en matière de citoyenneté, Azizbek Ashurov a orienté l'activité de l'organisation vers les questions d'apatridie, s'associant à d'autres personnes pour identifier

les cas dans tout le pays pour la première fois, avec la volonté de lutter une bonne fois pour toutes contre ce problème dévastateur.

Azizbek Ashurov et son équipe ont aidé à mettre en place des unités mobiles (ou itinérantes) chargées de rechercher les personnes apatrides en se rendant dans les régions isolées du pays auprès des groupes vulnérables et socialement marginalisés. Dans ce pays montagneux, les équipes juridiques mobiles utilisaient un 4X4 cabossé et, quand le véhicule ne pouvait pas franchir des versants accidentés ou des vallées escarpées, elles se déplaçaient alors à cheval.

Il a également tissé des liens étroits avec les 4600 membres de la communauté Iyuli, un groupe nomade très fermé, dispersé à travers l'Asie centrale et souvent contraint de vivre en marge de la société car dépourvu de documents d'identité.



Parallèlement, Azizbek Ashurov a œuvré à établir des précédents juridiques très importants pour tout le pays. Sa coopération étroite avec les autorités kirghizes, notamment le lancement d'une « amnistie » temporaire pour les personnes dépourvues de documents d'identité essentiels, a facilité la naturalisation d'un grand nombre d'apatrides. Ses méthodes innovantes pour lutter contre l'apatridie sont aujourd'hui promues à travers toute l'Asie centrale par le HCR en tant que meilleure pratique.

Le travail d'Azizbek Ashurov n'est pas encore terminé. Avec son organisation, il lutte désormais pour garantir l'enregistrement de tous les enfants à la naissance et la mise en œuvre de garanties juridiques appropriées contre l'apatridie. En 2015, en coopération avec le HCR et d'autres ONG, il a également joué un rôle moteur dans la création du Réseau d'Asie centrale sur l'apatridie (CANS) qui rassemble des organisations de la société civile et des établissements universitaires travaillant sur l'apatridie dans toute la région.

Comme au Kirghizistan, un certain nombre d'États à travers la région ont lancé des campagnes grâce auxquelles environ 46 000 apatrides ont déjà été identifiés à ce jour et plus de 34 500 cas ont trouvé une issue favorable.

Étude de cas

Durant toute sa vie, Nazgul, 22 ans, a rêvé d'occuper un emploi légal. Toutefois, sans certificat de naissance pour son bébé, elle a sombré dans la pauvreté et le désespoir.



« Avant de posséder des documents d'identité, je n'avais jamais travaillé. Désormais, je peux exercer mes droits en tant que citoyenne et je suis très heureuse que ce soit aussi le cas pour ma fille. J'aime beaucoup ce travail. »

Aujourd'hui, grâce aux efforts menés sans relâche par le gouvernement kirghize pour éliminer l'apatridie, Nazgul a enfin obtenu ses documents d'identité et a rapidement trouvé un emploi de serveuse dans un café près de chez elle. Au moins, elle peut construire un avenir meilleur pour sa fille.

« J'aime beaucoup ce travail », dit-elle joyeusement, en resserrant les cordons de son tablier. « J'aime communiquer et rencontrer de nouvelles personnes. J'aime aussi passer du temps avec mes collègues. »

« C'est très important d'avoir des documents d'identité — notamment pour des choses très simples comme inscrire ses enfants à la garderie et les scolariser. Maintenant, je peux exercer mes droits en tant que citoyenne, de même que ma fille. J'aimerais vraiment qu'elle réussisse mieux que moi dans la vie. »



UNITED NATIONS / Department of Field Support Cartographic section / Map No. 3770 Rev. 8 / June 2011

L'apatridie au Kirghizistan et en Asie centrale

Sous contrôle soviétique, alors qu'aucune frontière intérieure n'existait, les habitants se déplaçaient facilement dans toute l'Asie centrale, obtenaient un permis de séjour, se mariaient et s'installaient librement. Après la dissolution de l'URSS en 1991 et la formation de nouveaux États, de nombreuses personnes se sont retrouvées bloquées à l'intérieur des frontières de pays nouvellement établis, avec des passeports soviétiques devenus souvent invalides et aucun moyen de prouver leur lieu de naissance. Cela a engendré des centaines de milliers de personnes apatrides dans toute la région, notamment au Kirghizistan.

Les femmes ont été affectées de manière disproportionnée, se retrouvant souvent sans nationalité après s'être mariées et installées en dehors de leur propre État avant la dissolution. Les lois sur la citoyenneté étant basées sur la filiation, elles transmettaient leur apatridie à leurs enfants.

Le Kirghizistan est devenu le premier pays de la région — et du monde — à mettre fin à l'apatridie en 2019.

Dans l'ensemble de la région d'Asie centrale, les derniers chiffres (mi-2019) indiquent que plus de 98 000 personnes demeurent apatrides au Kazakhstan, au Turkménistan,



en Ouzbékistan et au Tadjikistan. Le nombre réel d'apatrides serait toutefois bien plus élevé, des efforts étant menés pour sensibiliser les habitants de communautés isolées et les encourager à se faire connaître.

Les migrations à l'intérieur et à l'extérieur de la région, associées à une absence de garanties effectives dans les lois sur

la citoyenneté, continuent de conduire à de nouveaux cas d'apatridie identifiés. L'adhésion des États de la région aux conventions sur l'apatridie et la mise en œuvre des dispositions dans leur législation nationale, notamment par le biais de garanties visant à prévenir l'apatridie, représentent le prochain grand défi pour l'élimination de l'apatridie en Asie centrale.

La campagne #IBelong et la réunion 2019 de haut niveau sur l'apatridie

En novembre 2014, le HCR a lancé un Plan d'action global visant à mettre fin à l'apatridie d'ici 2024, élaboré en consultation avec les États, la société civile et les organisations internationales. Le Plan présente un cadre directeur contenant 10 mesures qui doivent être adoptées par les États et l'ensemble de la communauté internationale pour mettre fin à l'apatridie pendant cette décennie.

Alors que 2019 marque l'étape à mi-parcours de cette campagne décennale et intitulée la « Campagne #IBelong pour mettre fin à l'apatridie », le HCR organisera une réunion de haut niveau sur l'apatridie le 7 octobre 2019 en marge de la réunion du Comité exécutif du HCR à Genève. Cet événement permettra d'évaluer les résultats obtenus à ce jour, de présenter les bonnes pratiques et d'encourager les engagements concrets des États et d'autres parties prenantes (organisations régionales et internationales, secteur privé, société civile, etc.) à prendre des mesures pour remédier à l'apatridie au cours des cinq dernières années de la campagne.